

Belgique/Terrorisme

L'EI revendique l'attaque de deux policières

AFP
Bruxelles/Belgique

L'assaillant, un Algérien de 33 ans, avait crié "Allah Akbar" au moment de son acte, samedi à Charleroi. Il a été abattu par une troisième policière.



Photo : AFP

Le Premier ministre belge Charles Michel (à gauche, en conférence de presse avec le bourgmestre de Charleroi Paul Magnette) a salué hier "le courage exceptionnel des policières qui ont subi cette attaque grave."

LE groupe Etat islamique (EI) a revendiqué hier l'attaque à la machette de deux policières perpétrée la veille en Belgique par un homme identifié comme un Algérien de 33 ans, connu de la police "pour des infractions de droit commun". "L'assaillant de Charleroi", abattu samedi par la police belge, "est un soldat de l'EI qui a mené cette opération en réponse aux appels pour attaquer la population des pays de la coalition croisée", a écrit Amaq, un organe de propagande de l'organisation jihadiste. La justice belge avait indiqué un peu plus tôt avoir identifié l'agresseur. "Il s'agit de K.B., un homme âgé de 33 ans, de nationalité algérienne, qui séjournait en Belgique depuis 2012", selon le parquet fédéral. Il se trouvait en situation irrégulière et avait déjà fait l'objet "de deux ordres de

quitter le territoire", a ajouté le cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la Migration, le nationaliste flamand Theo Francken. Ce dernier a annoncé qu'il allait proposer de nouvelles mesures "pour améliorer encore le retour forcé des résidents illégaux", après une série de mesures récentes. Le parquet fédéral a précisé dans un communiqué que "deux perquisitions ont déjà été effectuées dans l'arrondissement de Charleroi", la ville wallonne située à une soixantaine de kilomètres au sud de Bruxelles, où a eu lieu l'agression. Un juge d'instruction spécialisé en matière de terrorisme a été saisi. Les deux policières atta-

quées devant l'hôtel de police de la ville aux cris de "Allah Akbar", selon la police, "ont été gravement blessées au visage et au cou", selon le parquet. "Les médecins nous ont assuré que les deux sont tout à fait hors de danger", a assuré Paul Magnette, le bourgmestre (maire) de Charleroi, qui tenait hier soir une conférence de presse commune avec le Premier ministre Charles Michel. Les deux femmes ont dû être plongées dans un coma artificiel pour être opérées, selon l'agence de presse Belga. Réuni dès samedi, l'organisme indépendant chargé de l'évaluation de la menace terroriste en Belgique

a décidé de maintenir son niveau inchangé. Celui-ci se situe au niveau 3 pour le pays de manière générale (correspondant à une menace "possible et vraisemblable"), sur une échelle en comprenant quatre. Le pays a été la cible d'attentats sanglants le 22 mars à l'aéroport international de Bruxelles et dans la station de métro Maelbeek, qui ont fait 32 morts.

"TETE FROIDE" • L'agression de samedi est survenue aux alentours de 16H00 (15H00 au Gabon) devant l'hôtel de police de Charleroi. L'assaillant « a immédiatement sorti une machette du sac de sport qu'il portait et il a porté des coups très violents au visage de deux policières qui se trouvaient de faction en face de l'hôtel de police en criant "Allah Akbar" », avait expliqué le porte-parole de la police de Charleroi, David Quinaux, au micro de RTL-TVI. Une troisième policière a alors ouvert le feu et abattu l'assaillant, décédé plus tard à l'hôpital. Le Premier ministre belge a salué hier "le courage exceptionnel des policières qui ont subi cette attaque grave". La police "a fait ce

qu'il fallait faire, et a sans doute évité de cette manière une tragédie qui aurait pu être encore plus grande", a-t-il estimé, à l'issue d'une réunion à Bruxelles des services de sécurité du pays, hier matin. Nous avons "donné des indications pour élever le niveau de sécurité de nos policiers", a précisé Charles Michel. "Nous gardons la tête froide", a-t-il assuré, soulignant que la situation que connaissait le pays était comparable à celle d'autres pays européens, confrontés "à différentes formes d'attaques". Sur le qui-vive, la police belge a effectué des dizaines de perquisitions antiterroristes et procédé à de nombreuses arrestations depuis les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, préparés depuis la Belgique et auxquels ont participé des jihadistes belges. Plusieurs suspects clés de ces attentats ont été remis par la Belgique aux autorités françaises dans le cadre de l'enquête sur les attaques de Paris, dont Salah Abdeslam, seul survivant des membres des commandos du 13 novembre.

Afrique du Sud/Après les municipales

L'opposition négocie pour former des coalitions

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

Des alliances avec d'autres partis permettraient à l'Alliance démocratique (DA) d'administrer certaines grandes villes dont la capitale Pretoria.

LE principal parti d'opposition sud-africain, l'Alliance Démocratique a démarré hier des négociations avec d'autres partis pour obtenir la majorité absolue et former un gouvernement dans les grandes villes où il est arrivé en tête, a indiqué hier à l'AFP un responsable du parti.

"Des discussions informelles ont déjà eu lieu au centre de compilation des résultats. Nous sommes maintenant en train d'organiser des réunions", a déclaré James Selfe, un député de la DA en charge des discussions, sans préciser le nom des formations courtisées. L'Alliance Démocratique est arrivée en tête des élections municipales dans la capitale Pretoria, avec 93 sièges (sur 214), contre 89 pour le Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis la fin de l'apartheid en 1994. Faute de majorité absolue, les deux partis vont assurément discuter avec le troisième acteur de cette élection : les Combattants pour la liberté économique (EFF), un parti

de la gauche radicale qui a obtenu 25 sièges. Vendredi, le leader populiste de l'EFF, Julius Malema s'est dit ouvert à des coalitions, "sauf avec l'ANC". Mais cette posture est mise à mal par des révélations de l'hebdomadaire sud-africain Sunday Times qui indiquait hier que l'ANC a d'ores et déjà lancé des négociations avec l'EFF à Pretoria. Tous les scénarios sont donc possibles dans la capitale : une alliance contre nature entre les libéraux de la DA et les socialistes de l'EFF ou une coalition ANC-EFF, plus logique politiquement mais difficile à assumer pour Julius Malema, très critique envers le président Zuma depuis deux ans.

"Je ne pense pas que l'EFF soit le meilleur partenaire pour la DA, leurs idées sont diamétralement opposées sur chaque question et cela pourrait être instable à long terme", estime l'analyste politique indépendant Daniel Silke. "Avec l'EFF, nous voulons assurer de bons services publics pour les habitants et particulièrement pour les plus pauvres. Il n'y a pas de barrière idéologique sur ces questions avec l'EFF", assure pourtant James Selfe pour le compte de la DA. L'incertitude plane également sur la plus grande ville du pays, Johannesburg, où l'ANC est arrivé en tête mais doit trouver 15 sièges (sur 270) pour gouverner. Là encore, l'EFF de Malema, fort de

ses 30 sièges, sera assidûment courtisé dans les prochains jours. Enfin à Port Elizabeth, sixième métropole du pays, où la DA n'a besoin que de quatre sièges (sur 120) pour gouverner, la donne devrait être plus simple et le parti d'opposition devrait pouvoir s'allier avec plusieurs petites formations. Ces élections municipales ont constitué un revers historique pour l'ANC qui a obtenu moins de 54% des voix au niveau national, son score le plus bas depuis son arrivée au pouvoir il y a 22 ans. Les partis disposent de deux semaines pour former leurs coalitions et ensuite élire les nouveaux conseils municipaux.

Tchad/A la veille de l'investiture de Deby Itno

Une nouvelle manifestation de l'opposition dispersée

AFP
N'Djaména/Tchad

UNE nouvelle manifestation de l'opposition tchadienne a été dispersée hier à N'Djaména, à la veille de la cérémonie d'investiture du président Idriss Deby Itno, réélu en avril pour un cinquième mandat, a-t-on appris de sources concordantes. Comme la veille, où un meeting avait été dispersé par la police anti-émeute, l'opposition avait décidé de

maintenir sa "marche pacifique" pour contester la réélection du chef de l'Etat, malgré l'interdiction décrétée par le pouvoir. Les manifestants devaient emprunter quatre itinéraires différents, pour converger vers le Palais du 15 janvier (ex-Assemblée nationale), a précisé à l'AFP le chef de file de l'opposition, Saleh Kebzabo. L'appel lancé par le Front de l'opposition nouvelle pour l'alternance et le changement (Fonac), récemment constitué, n'a toutefois pas

eu le succès escompté, a-t-il par ailleurs reconnu. Un important dispositif de forces de l'ordre quadrillait la capitale, notamment les lieux de rendez-vous des contestataires, mais seul le Carrefour Dendé a finalement rassemblé une centaine de jeunes en début d'après-midi, a constaté un journaliste de l'AFP. Quelques minutes après le départ des manifestants, la police anti-émeute est intervenue pour les disperser avec des grenades lacrymogènes, sonnait la fin de

la mobilisation. Selon une source policière, quatre jeunes hommes ont été brièvement interpellés avant d'être relâchés quelques heures plus tard. Pour justifier son interdiction, le ministre de l'Intérieur Ahmat Mahamat Bachir avait affirmé jeudi que la marche était "de nature à perturber l'ordre public, déstabiliser la population et intoxiquer l'opinion publique". L'opposition a par ailleurs prévu une journée "ville morte sur l'ensemble du ter-

ritoire" hier, jour de la cérémonie d'investiture de M. Deby. La cérémonie doit se dérouler dans un grand hôtel de N'Djaména en présence d'une dizaine de chefs d'Etats africains et d'autres invités comme le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian. M. Deby, arrivé au pouvoir par la force en 1990, a été réélu en avril dès le premier tour avec près de 60% des voix, loin devant son premier poursuivant, Saleh Kebzabo (12,77%).

L'Afrique en bref

• **Mali/Conflit. Un Casque bleu tué à Kidal**
Un Casque bleu a été tué et quatre blessés hier dans l'explosion d'une mine dans la région de Kidal, dans le nord-est du Mali, a annoncé la Mission de l'Onu au Mali (Minusma).

• **RDCongo/Elections. Les autorités en accusation**
Un groupe international d'experts a accusé, dans un rapport publié vendredi, les autorités de la République démocratique du Congo (RDC) d'être "responsables" des retards du processus électoral dans ce pays où la présidentielle censée se tenir cette année est devenue improbable.

• **Sao Tomé/Présidentielle. Sans suspense**
Les Santoméens ont voté hier sans suspense et dans le calme pour élire le prochain président du petit archipel de Sao Tomé et Príncipe, avec un seul candidat - Evaristo Carvalho - pour le second tour à la suite du boycott du président sortant qui dénonce des fraudes.

A travers le monde

• **France/Violence. Deux tués dans un règlement de comptes à Marseille**
Deux hommes d'une vingtaine d'années ont été abattus à la kalachnikov hier à Marseille (sud-est de la France) dans un vraisemblable règlement de compte, a-t-on appris de sources concordantes.

• **Iran/Nucléaire. Un scientifique exécuté pour espionnage au profit des Etats-Unis**



Photo : AFP

Un scientifique nucléaire iranien, Shahram Amiri, 39 ans, a été exécuté en Iran pour espionnage au profit des Etats-Unis, plus de cinq ans après avoir été au cœur d'une affaire rocambolesque impliquant des accusations d'enlèvement par la CIA.

• **Macédoine/Intempéries. Au moins 21 morts à Skopje**
Au moins vingt et une personnes sont mortes dans les faubourgs de Skopje, lors de violents orages samedi qui ont provoqué coulées de boue et inondations éclair dans la capitale macédonienne.